

LA VOIX DE *Kanaky*



JUILLET-AOÛT 2017 • N°2 • 100 FCFP
Email : journal.lavoixdekanaky@gmail.com

Éditorial

« Inscription automatique et sans conditions de tous les kanak sur la liste référendaire quel que soit leur statut civil »

ce mot d'ordre de la marche du 26 octobre 2016 nous le reprenons pour la mobilisation de ce mercredi 19 juillet 2017...

Parce que :

- C'est une revendication légitime de pouvoir exercer son

Suite p.2

KANAKY DEBOUT

DETERMINE

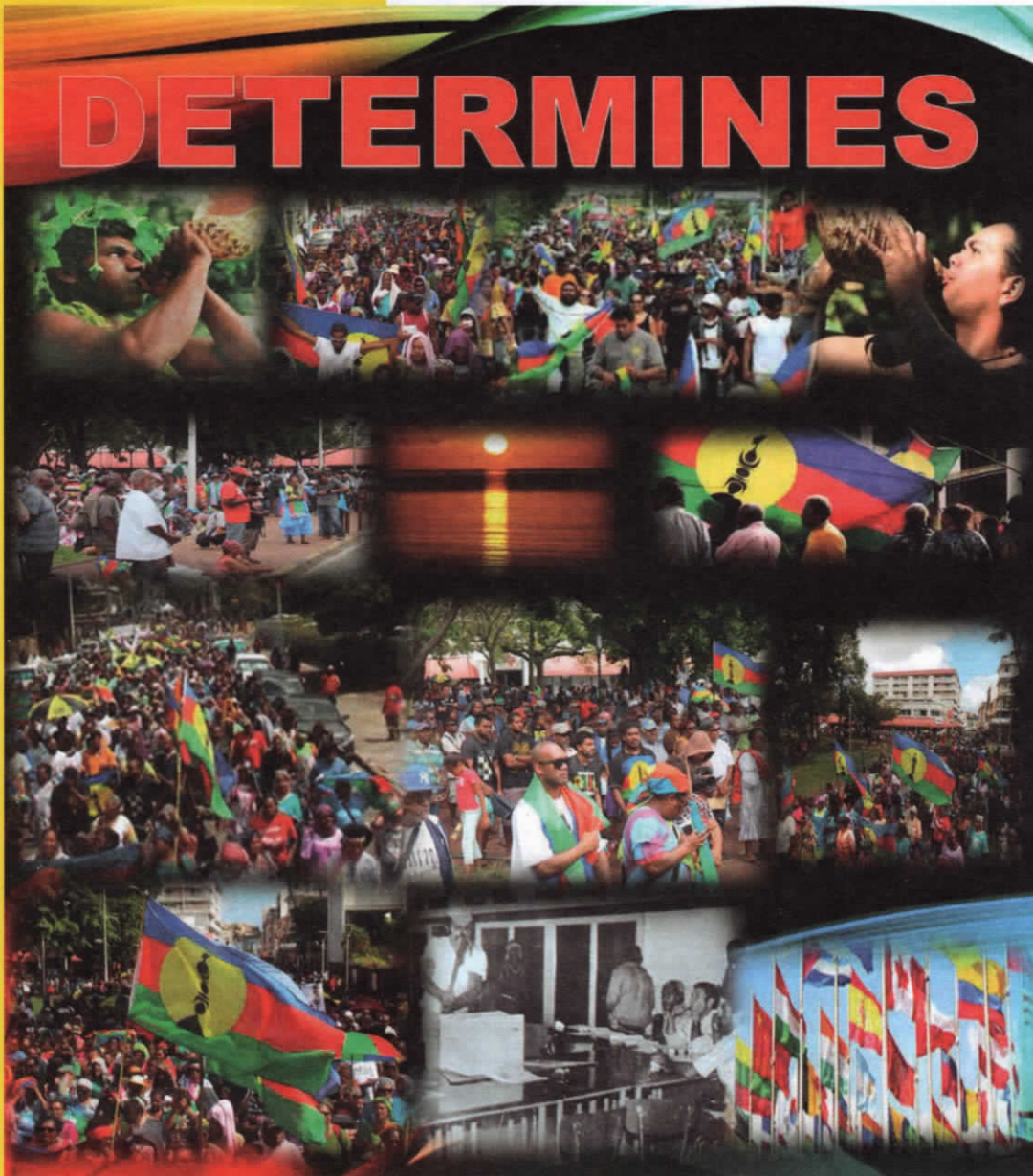


Photo Geronimo Bally

DANS CE NUMÉRO

POLITIQUE

- Enseignements des législatives de juin 2017 2
- Des questions légitimes mais non fondées 3
- Il y a urgence ! 3
- Kanaky aura-t-il les moyens pour financer son indépendance ? 4

INFOS MÉDIAS

- Des Suédois en Kanaky 5
- Pensée d'une sœur 6
- La Voix de Kanaky, le nouveau messenger pour gagner 2018 ! 7

SOCIAL

- Formation, une fermeture annoncée 7

INTERNATIONAL

- Comité spécial de décolonisation de l'ONU 8

ENVIRONNEMENT

- Les journées vertes de l'AJKM 8

Suite éditorial

droit à l'autodétermination pour le peuple colonisé de ce pays,

- L'État français, puissance de tutelle s'est engagé et a la responsabilité de la sincérité de ce scrutin, avec 25 000 kanak exclus c'est inacceptable,
- Depuis un an rien n'a vraiment avancé dans le traitement de ce dossier à cause des élections en France, du changement de gouvernement, du respect des lois coloniales,
- Les partisans de la Calédonie dans la France renient leur signature au bas des accords afin de maintenir kanaky sous tutelle et défendre leurs privilèges financés par le peuple français,

- Une partie de nos leaders, engagés dans le combat institutionnel, sont éloignés de la base, qui doit se mobiliser car la lutte continue par et pour le peuple.

Le combat politique depuis « Nainville les roches et les événements de 84 » c'est l'accession de Kanaky à la pleine souveraineté, l'objectif n'a pas changé, les accords de 1988 et 1998 ne sont que les étapes sur ce chemin tracé par nos vieux.

Mobilisons-nous ce 19 juillet 2017, venez nombreux faire entendre votre voix pour :

- Exiger de l'État d'inscrire tous les kanak sur la liste du référendum,
- Lutter contre la désinformation des anti-indépendantistes qui veulent décourager le peuple kanak sur le résultat du référendum,
- Informer et mobiliser les kanak et ceux qui soutiennent la lutte de s'inscrire avant le 31 décembre 2017,
- Dénoncer les fraudes électorales qui persistent pour rendre les kanak minoritaires dans leur pays.

KANAKY 2018 c'est possible

Soyons nombreux le 19 juillet pour le crier haut et fort dans les rues de la capitale!

POLITIQUE

Enseignements des législatives de juin 2017...

« Le Pen ou Macron, un choix hautement complexe pour la droite coloniale au second tour des présidentielles... » était le titre de l'article sur les élections présidentielles du 1^{er} numéro de *La Voix de Kanaky*.

Ce second numéro poursuit l'information sur les élections actuelles avec l'actualité sur les législatives. Arriva ce qui devait arriver! Les résultats du second tour des législatives du dimanche 18 juin 2017 démontrent encore une fois une vérité sans faille *« une bataille pour la gagner, il faut bien la préparer... »*.

Pour la seconde fois après 2012, *Calédonie Ensemble* réussit à envoyer à l'Assemblée Nationale deux députés pour représenter la Nouvelle Calédonie. Tous les ingrédients étaient réunis pour que cela soit ainsi... Avant et pendant les deux semaines d'élections législatives, tout a été mis en scène pour faire croire que les citoyens vivaient dans une démocratie et qu'à ce titre, chaque candidat avait une chance d'aller siéger au palais Bourbon! Les médias, outils de propagande du système par excellence ont, en effet, bien rempli leur rôle d'illusionnistes et d'hypnotiseurs.

Or, avec un petit effort d'analyse et de bon sens, il suffisait de noter les indices suivants; des indices qui ont contribué fortement à un taux record de l'abstention...

Premier indice, le découpage électoral

Le découpage électoral dit Pasqua de 1986 concocté pour assurer une représentation uniquement coloniale

et loyaliste à l'assemblée nationale n'a pas été remis en cause depuis plus de trente ans. Des questions s'imposent telles que : *« Le FLNKS a-t-il défendu cette préoccupation auprès du gouvernement socialiste français? », « A-t-il été entendu par ce gouvernement? », « Si, oui, quels ont été les arguments de ce gouvernement pour ne pas procéder à la modification du découpage...? »*.

Quelle naïveté bien puérile de la part de certains indépendantistes de croire en un éventuel geste de la droite coloniale pour favoriser l'élection d'un candidat indépendantiste et kanak au nom du Rééquilibrage entre Loyalistes et Indépendantistes ou en mémoire d'une poignée de main! Ou peut-être en souvenir de l'élection du président de gouvernement un certain 1^{er} avril 2015 après une crise interne à la droite coloniale par décision du Bureau Politique du FLNKS?

Second indice, la division du camp indépendantiste

Le FLNKS n'est même pas uni pour se lancer dans cette bataille; encore moins en ce qui concerne la mouvance indépendantiste en général. Malheureusement, le vieil adage *« l'union fait la force! »* qui, par le passé, a permis des avancées significatives dans la lutte est devenu une idée totalement abstraite pour les responsables du BP du FLNKS.



Source SCUN2017

Cette union est un préalable. Il faut se rappeler qu'en 2012, tout en étant unie, la mouvance nationaliste n'a pas réussi à faire élire, le candidat, Jean Pierre Djaiwé, face à Philippe Gomès.

Troisième indice, le manque d'actions sur le terrain

Peu d'initiatives, pour ne pas dire aucune, de la part des grands partis indépendantistes n'ont été entreprises depuis les élections provinciales de 2014 pour informer et expliquer auprès des populations sur les enjeux de ce genre d'élection...

Pour s'en rendre compte, il suffit d'être avec les populations, de les écouter et d'échanger... Les populations, notamment la jeunesse, manifestent bien souvent deux volontés fortes : le renouvellement des responsables institutionnels politiques qui peut s'apparenter au « dé-gagisme » et l'information.

D'autres enseignements feront l'objet de prochains articles de *La Voix de Kanaky*, en démocratie, l'Unité ne se décrète pas, elle se construit si on veut que Kanaky 2018 soit possible! 🍷

Des questions légitimes mais non fondées

A l'indépendance allons-nous encore « toucher » notre retraite ? Aurons-nous droit aux aides sociales pour les personnes âgées, les personnes handicapées, pour payer le loyer ? Bénéficierons-nous toujours des bourses pour les enfants à l'école... ?



Source Freepik

Ces questions ont souvent été exprimées dans les médias durant cette grande période de campagne électorale pour les législatives mais aussi lors des émissions « *Nation de demain* » à la radio Djiido. Ces questions bien sûr légitimes sont exploitées par les femmes et hommes politiques qui veulent rester dans la France. Ils prennent plaisir à noircir la situation pour faire peur aux populations, pour les amener à renoncer au projet d'indépendance.

Le message des indépendantistes se veut tout autre. Pourquoi devrions-nous faire marche arrière pour les acquis sociaux, pour tout ce qui existe déjà à ce jour ? Ces acquis ne sont pas le fruit des non indépendantistes, bien au contraire... Ils sont le résultat d'une longue lutte d'action, de détermination de très nombreux camarades dont plusieurs y ont perdu leur vie. Prenons quelques exemples :

► La CAFAT : elle a été créée par les camarades Jean Marie Tjibaou, Yvonne

Nada... qui siégeaient dans les années 60 à l'assemblée Territoriale.

► La mise en place de l'université en Nouvelle Calédonie, est le résultat d'une volonté politique des indépendantistes en 1980 pour assurer la formation de cadres du pays

► La volonté qu'ont eu des parents d'élèves, de créer l'UGPE, association incontournable dans le paysage scolaire actuel pour garantir la réussite scolaire de tous, la prise en compte de la culture à l'école... C'est le mot d'ordre « construisons notre indépendance » lancé par les indépendantistes à la signature des Accords de Matignon - Oudinot en 1988 qui est la raison de cette mise en place

► Les non indépendantistes qui ont pourtant engagé leur signature pour l'Accord de Nouméa en 1998 ont en même temps tout fait pour mettre des freins dans la mise en œuvre de cet Accord. Leur seule volonté a été de tout faire, allant jusqu'à la fraude électorale, pour garder le pouvoir au sein du congrès leur donnant la chance de s'opposer à toutes les propositions faites par les indépendantistes. Ces freins continueront encore longtemps si le Pays reste dans la France comme le refus de changer l'école, le refus de poursuivre la formation des maîtres de façon adaptée

à la NC, de modifier les conditions d'accès aux concours dans les écoles Il sera toujours répondu « qu'ici c'est la France » donc aucun droit ne pourront être acquis de spécifique au pays etc.

Si on doit faire un bilan, très sincèrement pouvons-nous considérer que la politique menée pendant ces 30 ans, voire 160 ans de colonialisme, par tous ces gens de droite est satisfaisante ? Non ! En fait, ce sont les populations aisées qui ont peur de ne plus garder leurs avantages si l'indépendance devient acquise.

Faisons confiance en nos populations soucieuses de faire progresser le pays, par une meilleure redistribution des richesses, par une autre organisation des administrations permettant de faire des économies dans le fonctionnement, soutenons toutes initiatives qui assureront un meilleur développement en préservant la nature

Tous les secteurs pour lesquels il manquerait des personnes compétentes, celles-ci pourront être engagées par un contrat de coopération comme cela se passe dans de nombreux pays

Ne laissons pas les autres continuer de piller notre pays... Faisons tout ce qui est en notre pouvoir pour que demain Kanaky advienne.

Ce pays sera alors le pays de tous ceux qui choisiront d'y vivre 🍷

Il y a urgence !

Nos vieux dans les années 1946 ont fait leur travail en réclamant le droit de vote aux Kanak et ils l'ont obtenu. A notre tour, agissons pour pouvoir exercer ce droit de vote en figurant sur la liste du référendum de 2018 :

Faire son travail veut dire : Impérativement avant le 31 décembre de cette année 2017, se rendre dans sa mairie ou envoyer quelqu'un quand on ne peut pas se déplacer avec 2 papiers : une pièce d'identité et un justificatif d'habitation dans la commune où l'on fait la démarche.

Suite à cette démarche que se passe-t-il ?

Par des commissions vous serez mis sur la liste du référendum de façon automatique (sans que vous ayez à le demander) quand vous remplissez UNE des 4 conditions prévues

► Soit vous avez été électeurs lors de l'élection du 8 novembre 1998

► Soit vous avez le statut civil coutumier

► Soit vous êtes né après 1989 et vous avez un des parents qui a été électeur en 1998

Le droit à l'auto détermination, tous les Kanak, colonisés l'ont obtenu de l'ONU ! Mais il s'agit pour tous, de se mettre en situation de pouvoir exercer pleinement ce droit.

► Soit vous êtes nés en Nouvelle Calédonie, mais il faut avoir été mis sur la liste provinciale. Cette condition permet à ceux qui sont de droit commun de rentrer dans cette catégorie

Si vous ne remplissez pas une de ces 4 conditions, en mairie, remplissez un formulaire de demande pour être sur la liste du référendum, en donnant votre acte de naissance ou d'autres papiers que la mairie devra vous indiquer.

Voici un exemple de situation nécessitant cette dernière démarche : « Vous figurez sur la liste générale, vous êtes de droit commun et on vous a laissé sur le tableau annexe de ceux qui ne peuvent pas voter aux provinciales... » Il faut alors, impérativement, remplir le formulaire en mairie. La voix de Kanaky conseille à tous les kanak qui relèvent du statut civil de droit commun, qui sont métis, parfois nés hors de la Nouvelle Calédonie... d'aller remplir en mairie le formulaire prévu à cet effet

Que reste-t-il à faire ?

Attendre le mois de mai 2018 pour vous rendre dans votre mairie et demander si vous êtes bien inscrit mis sur la liste électorale

référendum et sur la liste provinciale, celle qui vous fait être citoyen. Et si ce n'est pas le cas il y aura encore des possibilités à utiliser en temps voulu. Renseignez-vous auprès des responsables du journal et de ceux qui animent et interviennent dans l'émission « *NATION DE DEMAIN* », le mercredi de 14 à 15 h. Aucun kanak ne doit manquer ce rendez-vous de 2018. Faisons honneur à tous les vieux qui se sont battus avant nous et pour nous

Allons nous inscrire sur les listes électorales avant le 31 décembre 2017 🍷



Kanaky aura-t-elle les moyens pour financer son indépendance ?

La question fatale, le temps d'un débat opposant indépendantiste et non indépendantiste : comment financez-vous l'indépendance, où allez-vous trouver de quoi financer les 160 milliards de transferts public de la France ? Compréhensible dès lors que le mot d'ordre d'indépendance sonne un changement. L'humain d'une manière générale a, d'emblée, une appréhension de l'inconnu. Sauf que là nous sommes en politique, et quand cette peur de l'inconnu est à chaque fois utilisée pour mettre en cause la sincérité d'un slogan et la conviction de ceux qui le défendent, nous glissons dans la pure propagande. « *La Voix de Kanaky* » qui s'est donné comme objectif d'apporter sa pierre dans la compréhension de tous les enjeux de l'avenir institutionnel du pays, vous propose dans ce numéro un premier chapitre sur la problématique du financement de l'indépendance.

Les deux derniers accords politiques : Matignon-Oudinot et Nouméa ont permis une nette amélioration dans l'organisation politique, économique et institutionnelle du pays. Il y a 30 ans en arrière, personne n'aurait jamais cru qu'en 2017, Kanaky aurait un nouveau pôle développement dans le Nord avec une usine dans la région de Kohné-Pouembout, une troisième usine dans le Sud ; un début de pouvoir législatif avec la capacité du congrès du pays de voter des lois du pays, et un pouvoir exécutif avec un gouvernement collégial.

Engager le pays dans un processus d'émancipation relève d'une grande responsabilité que le mouvement indépendantiste se doit d'assumer.

Depuis les premières revendications kanakes, jusqu'à nos jours, *La voix de Kanaky*, peut citer fièrement ici, un certain nombre de dossiers portés par nos anciens tels : la CAFAT créée en 1958 (financé par le patronat et les salariés) pour la protection sociale, le FSH pour le soutien à l'habitat, l'impôt sur les revenus (IRPP) pour augmenter les ressources propres du pays. Et de ces 30 dernières années, le choix d'engager le pays dans la voie industrielle au regard du potentiel des ressources minières, la création d'Enercal (société locale de production et de transport d'électricité), les choix des grands

équipements et infrastructures publiques (tels la transversale : Kohné-Tiwaka), la création de la BCI (Banque Calédonienne des Investissements née en 1988 pour accompagner le rééquilibrage), IAC (Institut Agronomique néo calédonien créée en 1999 dans le cadre de l'accord de Nouméa). Tous ces engagements s'inscrivent toujours dans cette préoccupation de promouvoir toutes les richesses du pays (humaines et naturelles) afin de garantir le financement de sa propre gouvernance.

La décentralisation du pouvoir voulue par les indépendantistes avec d'abord la création des régions et par la suite la provincialisation, ont permis une approche plus localisée des développements possibles de chaque région, en optimisant certaines dynamiques locales, avec une forte implication des populations.

Certes qu'un éclatement des pouvoirs de décision aura toujours un coût, mais l'impact sociologique avec la stabilisation des populations, constitue un vecteur indispensable pour un développement harmonisé du pays. Cette organisation administrative est posée, il faut plus de volontarisme politique pour qu'elle puisse participer à un véritable décollage économique. Au delà des moyens financiers le bien être d'un pays c'est aussi créer les conditions pour une meilleure cohésion sociale, le régulateur silencieux des grandes orientations d'une nation.

Cette transformation du pays avec une nouvelle organisation du pouvoir politique, des équipements pour soutenir un développement économique et social au service de l'ensemble du pays, dessine désormais les contours d'une nation qui se construit progressivement sur la base de ses propres richesses. Et la baisse de la participation de la France dans l'économie calédonienne, en est la preuve immédiate.

Ainsi le dernier rapport de l'IEOM indique une participation de l'État d'un montant de 117 milliards en 2016 soit une baisse de l'ordre de plus de 30 milliards par rapport aux années 2012-2013.

Ce petit rétrospectif était nécessaire pour une évaluation de la traduction du portage d'un slogan, loin d'être uniquement, une notion théorique. (comme certains semblent insinuer dans leurs propos!!!).

Cette baisse progressive de la participation de l'État en dit long, sur la capacité du pays à financer ne serait-ce que les compétences déjà transférées. Les problèmes qui occupent l'actualité dans le pays ; (à l'exemple de la délinquance, les problèmes de financement de la protection sociale etc.) relèvent d'une politique de gestion bien éloignée des préoccupations et des vigilances de principe, lorsque l'on veut s'inscrire dans une démarche d'émancipation. Le pays est confronté à la crise du nickel (liée à la variation des cours mondiaux) et les conséquences de l'absence d'une véritable politique économique. Le taux de croissance de 3 à 4 %, des années 2005 à 2008 était une donnée conjoncturelle, liée à la construction des deux usines et de quelques grands travaux tels l'aéroport de Tontouta etc. Ces projets structurants achevés, la Calédonie a retrouvé un rythme normal de croissance, de l'ordre de 1,5 % approchant les moyennes constatées dans les pays européens. Certes que la crise du cours du Nickel a aussi joué pour quelque chose, du fait de son importance dans l'économie calédonienne. Mais les observations de l'IEOM sur les courbes de l'économie calédonienne confirment à plusieurs reprises, au même titre que les économistes qui suivent le pays ; la nécessité d'une véritable restructuration de son modèle économique avec le simple principe : il faut faire avec les moyens dont on dispose. Maintes fois, on entendra les termes : productivité, compétitivité, (qui veulent dire tout simplement : produire plus avec peu de moyens). La dégradation des finances publiques vient confirmer la nécessité de ces mesures de gestion. Mais pour ce faire il faut une volonté politique (collectivités et sociétés privées sont toutes concernées). Certains dossiers actuellement en cours d'étude répondent à ces directives telles, la refonte de l'organisation de la fonction publique, la révision des normes réglementaires (la Calédonie est un pays où la réglementation a un coût énorme sur les budgets et fonctionnement des sociétés) – A quand un allègement et une adaptation aux réalités d'un pays situé dans le Pacifique Sud, et n'abritant que 260 000 âmes ?

Comme jusque là, le robinet français coulait à flot dans le pays, la Calédonie

ne s'est jamais souciee de réfléchir sur les tendances de son économie et de veiller à certains indicateurs. Donc les mesures de régulation ou d'ajustement, figurent nulle part dans les directives de gestion. Une situation qui fait que, certains outils de mesure, de suivi ou d'évaluation n'existent pas réellement dans le pays. Et d'ailleurs, les relevés statistiques sur l'économie, restent désormais très générales, ce qui est parfois pénalisant pour des réflexions, des recherches ou de la prospective permettant d'opérer des projections sur de longues périodes. Pour la petite note critique, on peut aussi interpréter cet état de fait comme voulu, pour cacher certaines réalités et surtout justifier le besoin indispensable du robinet français. « Le diable se trouve dans les détails » comme dirait un adage. Enfin pour terminer ce propos, que disent les chiffres? Les 160 milliards réduits depuis à 117 milliards, sont consacrés à plus de 78 % au financement des compétences restant à

la charge de l'État (justice, gendarmerie, enseignement secondaire et supérieur, l'audio visuel...) et le reste de 22 % est dédié aux collectivités locales, y compris les contrats de développement. C'est donc 35 milliards qu'il faut trouver auxquels il faudrait rajouter le coût des compétences régaliennes que le pays devrait récupérer dès l'accès à sa pleine souveraineté.

Le reste des autres secteurs sont déjà financés à 80 % par le pays. Pour être complet sur le chapitre des transferts, on parle souvent de ce qui vient de la France, mais pas de ce qui ressort du pays. L'étude des chiffres de l'IEOM des années 2014 et 2015 nous démontre que sur les 155 milliards de transferts publics dans l'économie calédonienne, 123 milliards ressortent par le biais des banques, de l'immobilier, de l'épargne privée, des cotisations de retraite complémentaires et des placements financiers. Cet article n'amène pas de réponse directe à la question du financement

mais nous avons tenté de relever certains leviers qui indiquent les marges possibles pour augmenter les recettes du pays, en optimisant l'exploitation de sa richesse dans toute sa diversité, pour pouvoir aussi contribuer à l'élan économique porté par les pays de la grande région de la Mélanésie et de l'Océanie notamment dans le cadre de la lutte contre le réchauffement climatique. Nous terminerons cet essai par une citation de Jean Marie Tjibaou : « l'indépendance c'est savoir gérer son interdépendance », pour dire aussi qu'outre les leviers internes, nous avons aussi la voie des accords de coopération pour l'aide extérieure.

La Voix de Kanaky vous proposera la suite de cette réflexion dans sa prochaine édition. 🍌

N.B.: La voix de Kanaky adresse ici toute sa reconnaissance au directeur de publication de l'Avenir Calédonien, pour le numéro spécial, titré : « Notre indépendance est viable », un document qui nous a permis d'évoquer les données chiffrées ainsi que les pistes à travailler.



INFOS MÉDIAS

Des Suédois en Kanaky

Vous les avez peut-être aperçu dans des réunions, des meetings ou bien encore dans les quartiers. Ils s'appellent Martin Moller et Jean Luc Mwepu. La Voix de Kanaky les a rencontrés.

La Voie de Kanaky : Bonjour Martin, pourquoi es-tu là ?

Martin : Bonjour, je suis là pour tourner un documentaire qui s'intitulera « LIBERTÉ ». On a envie de faire ce documentaire pour s'interroger sur « on a besoin de quoi pour être libre »

VDK : Pourquoi le choix du Pays ?

Martin : J'ai beaucoup voyagé, j'ai fait un tour du monde. Je suis venu ici en 2011 en tant que touriste. Un jour je faisais du pousse à Bourail. Deux personnes m'ont embarqué, c'étaient Joseph et Maria, ils m'ont emmené chez eux à Poindimié. Je suis resté 1 mois et j'ai aimé être avec eux, comment ils vivent.

VDK : Comment est venu l'idée de faire un documentaire ?

Martin : J'ai tapé Google, j'ai commencé à apprendre l'histoire, la colonisation, la revendication des Kanak et c'est là que m'est venu l'idée. Ce documentaire vient donner la parole à tout le monde qu'ils soient indépendantiste ou pas.

VDK : Quand tu es revenu au Pays, tu as tourné à quelle occasion

Martin : J'ai fait des interviews avec les familles de Poindimié, dans la marche du 1er mai de l'USTKE, j'ai interviewé des membres de Calédonie Ensemble, des membres du Parti Travailleurs, le suivi de la campagne de liste provinciales « Construisons notre Nation Arc en Ciel »

VDK : Tu reviens en 2017 accompagné d'une amie, Jean Luc Mwepu, comment l'as-tu rencontré ?

Martin : En Suède, j'ai rencontré Jean Luc sur un grand tournage et je lui ai parlé de mon documentaire et il m'a proposé de me suivre

VDK : Bonjour Jean Luc, est-ce que tu connaissais la Nouvelle Calédonie ?

Jean Luc : Avant que Martin m'en parle, non je ne connaissais pas la Nouvelle Calédonie

VDK : Qu'est-ce qui t'a poussé à partir à l'aventure ?

Jean Luc : Quand Martin m'a parlé de l'histoire de la Nouvelle Calédonie, j'ai été regardé des documentaires sur le Pays. Je suis originaire du Congo et l'histoire de la colonisation est un sujet que nous parlons à la maison. La colonisation a bouleversé le Congo. Mon père est un réfugié politique et a étudié le

droit. Il a été très engagé dans les mouvements et il a été recherché par le gouvernement. Il a dû quitter le Congo pour se réfugier en Suède.

VDK : Depuis que tu es arrivé, quel regard portes-tu sur le Pays ?

Jean Luc : Sans discussion, je trouve le Pays très beau et les gens très accueillants. Ici, il y a beaucoup d'injustice, ce n'est pas caché, ça se voit. Cela me motive encore plus dans mon engagement à la réalisation de ce documentaire avec Martin

VDK : tu as pu voir quel paysage du Pays ?

Jean Luc : J'ai été à Maré, au Mont Dore, Païta, Nouville et à Nouméa. A Maré c'est un autre mode de vie, c'est une autre mentalité. Les gens sont aussi accueillants que ceux de Nouméa. J'ai très bien mangé. J'ai beaucoup échangé avec les gens de Maré sur leur engagement, sur leur positionnement sur l'indépendance.

VDK : Vous êtes là encore pour combien de temps ?

Jean Luc et Martin : Nous sommes là jusqu'en fin août mais ça risque de changer.

VDK : Avez-vous un message à faire passer ?

Jean Luc et Martin : En 2018, il faut que tout le monde vote. 🍌

Pensée d'une sœur

Quand une génération de 25 ans n'a pas été éduquée réellement à l'histoire de son Pays à cause d'une école qui n'a fait qu'appliquer les programmes de la république Française, bon nombre d'entre eux ne sont pas armés de la même manière pour comprendre réellement les enjeux de la Nouvelle Calédonie, Pays, nation en devenir. En ce mois de juin, très peu de personnes savent par exemple que cette année 2017, après la première révolte Kanak de 1878, cela fait 100 ans que la deuxième grande révolte Kanak a eu lieu.

Pour comprendre, analyser et agir en conséquence, il faut avoir une base de données solide. Une génération sur qui on a compté pour le développement et le rééquilibrage, les postes à responsabilités dans ce Pays. Celle que l'on a éduquée à la course au diplôme, à la surconsommation, à la rentabilité, à la concurrence, à l'individualisme, aux biens matériels... Une génération à qui il manque cette transmission de la volonté d'agir par soi-même, d'agir pour le bien du groupe, le bien du peuple. Combien sont-ils à donner de leur temps et à travailler bénévolement? Combien sont-ils à participer pour le bien et le changement de nos pratiques éducatives? Combien sont-ils à ne pas Connaître du mouvement indépendantiste? Combien sont-ils à penser qu'aller faire ses études pour le pays suffit largement pour la construction de notre Pays? Acquérir des diplômes suffisent-ils à engager le Pays dans sa pleine souveraineté? Combien sont-ils à ne pas connaître leur propre histoire? Combien sont-ils au bord de la route? Combien sont-ils à ne plus entrevoir l'horizon, à se poser les questions pour demain après-demain? Combien sont-ils à ne pas savoir lire et ne maîtriser aucune langue? Combien sont-ils à penser que indépendance rime aussi avec autosuffisance et initiative? Combien sont-ils à vouloir gagner beaucoup d'argent?

La jeunesse est là mais elle attend que les actes soient en adéquation avec les paroles. Elle chante, danse, écrit, peint, photographie, joue, se révolte et se suicide parfois pour traduire l'expression d'un mal être...

Est-ce que l'on apprend réellement aux enfants de ce Pays l'histoire qui parle des ombres et des lumières, qui parle des mensonges de l'état français, des assassinats politiques, des manipulations des masses...?

Ne pas s'organiser pour nourrir, éduquer l'enfance et la jeunesse à sa propre histoire, c'est la déconsidérer, c'est manquer de respect à nos héritiers. C'est aussi manquer de respect aux nouveaux venus, manquer de respect à celles et ceux qui continueront le travail. Quel est le pouvoir de la communauté éducative face aux enjeux du Pays dans la Mélanésie mais aussi face au monde? Quel citoyen, quel être humain voulons-nous pour demain?

Je n'oublierai jamais que mon Pays, depuis le 24 septembre 1853 devient la possession de la France. Elle va s'imposer, écraser et diviser une civilisation de plus de 3000 ans. De la violence dans mon Pays, il y en a toujours eu, mais depuis les accords signés, nous avons travaillé, indépendantistes et non indépendantistes à construire la paix.

Cependant lorsque je fais le bref constat de la situation des personnes originaires :

- ▮ 90 % de la population carcérale est d'origine Kanak
- ▮ 54 % de la population est en surpoids et obèse principalement les océaniens et les Kanak
- ▮ 30 % d'illettrisme et sur ces 30 %, 80 % sont d'origine Kanak
- ▮ Le taux d'échec scolaire touche principalement les Kanak et les océaniens
- ▮ Les comportements suicidaires chez les Kanak qui provoquent les acci-



dents de la route (alcoolisation, cannabis, sans ceinture et vitesse...), un taux de suicide en augmentation, environ 30 décès en moyenne par an chez les jeunes.

Ce constat nous interpelle. Oui, il y a ces jeunes qui réussissent et il faut les valoriser, c'est le discours politique qui nous est rabâché. Mais lorsque l'on évoque « ces jeunes qui posent problèmes, qui sont rebelles, qui font des bêtises », une société qui garantit « le vivre ensemble » doit s'en préoccuper. A 17 mois du référendum, se faire confiance, c'est la parole qui traduit l'espoir que je mets dans les mains de l'enfance et de la jeunesse et que j'adresse aussi aux adultes responsables qui dirigent notre Pays. Oui se faire confiance pour dire que l'on peut changer, que l'on peut transformer la société si nous en avons la volonté. Et si l'accord de Nouméa est un processus de décolonisation alors forcément, à un moment donné, il va falloir établir la liste de toutes les pratiques que nous devrions abandonner pour laisser place, à la créativité, à l'imagination, à l'initiative... nous devrions ensemble organiser les politiques publiques qui nous aiderons à progresser et contribuer à définir le peuple et la jeunesse de demain. Pour une île de 300 000 habitants, je crois en l'intelligence, à la parole, celle qui est portée par les hommes, les femmes, les jeunes et les enfants de ce Pays, l'art de parler et de faire... l'art de se porter des marques de respect pour garantir une cohésion sociale, celle du dialogue entre les générations, celle des solutions pour le bon avenir de la communauté humaine.

La Voix de Kanaky, le nouveau messenger pour gagner 2018!

Hier « La voie du FLNKS », aujourd'hui « La voix de Kanaky » il y a comme une continuité dans l'appellation du messenger qui vient porter l'évolution de la parole sur le devenir de Kanaky. La « Voie » hier parce qu'il fallait chercher les mots, les concepts, pour baliser le chemin vers l'indépendance, du moins pour tracer le bout qui nous reste à faire. Aujourd'hui ces deux premiers numéros de *La voix de Kanaky* présagent déjà les premiers rayons du soleil de cette nouvelle nation tant attendue. Du moins c'est l'état d'esprit qui a primé au sein de l'équipe pour confirmer cette nouvelle appellation. Si derrière un changement il est fait allusion à des problèmes, c'est aussi l'évolution d'une situation qui exige que l'on passe à une autre étape. Une parole en mouvement comme celle de l'indépendance, du combat pour la dignité d'un peuple, ne doit jamais s'éteindre. C'est le défi que la Voix de Kanaky se propose de relever avec la contribution de tout ceux qui ont travaillé de près ou de loin à gar-

der cette flamme allumée. Nous sommes à un an de 2018, ce premier rendez vous où notre peuple sera convoqué aux urnes pour dire la marche à suivre, et la Voix de Kanaky veut confirmer que la fin de notre longue marche semée d'embûches depuis, c'est un « OUI » pour la pleine souveraineté de Kanaky. »

A l'exemple de tous les organes de communication papier pour porter la voix du peuple kanak : *Bwenando, le Kanak, l'Avenir Calédonien, le combat ouvrier, La Voie du FLNKS*, et encore aujourd'hui *Radio Djiido. La Voix de Kanaky* veut continuer à affirmer la présence de cette parole dans le milieu médiatique, avec ses petits moyens.

A l'heure où certains hésitent encore, la roue de l'histoire continue à tourner et nous guide tous vers 2018, *La Voix de Kanaky* va habiter cet élan

pour continuer à porter et convaincre sur le bien fondé du projet porté par les nationalistes kanak.

Aux partis politiques du FLNKS, de la mouvance nationaliste (Parti Travailleiste, Dynamique Unitaire Sud, Libération Kanak et Socialiste) aux associations de jeunes, de nos églises, de nos quartiers et tribus, *La Voix de Kanaky*, vous ouvre ses colonnes pour l'expression de vos réflexions, parler de vos activités (culturelles, économiques, sociales etc.)



Envoyez-nous vos articles à l'adresse email : journal.lavoixdekanaky@gmail.com Un comité de rédaction se chargera de faire les dernières corrections avant la publication. La petite équipe qui a pris la responsabilité de cette parution a besoin aussi d'un coup de main pour toute la partie technique et financière afin de pérenniser l'initiative dans le temps. Le comité de rédaction se réunit au moins deux fois par mois au local de l'Élan des Conques au Centre ville - 12 bis rue Mangin immeuble richelieu - Tél. : 28 72 90

SOCIAL

FORMATION, une fermeture annoncée

Le Gouvernement de la Nouvelle Calédonie n'ayant pas renouvelé la convention avec le Ministère de l'Éducation Nationale avant son terme, le concours spécial 2017 d'entrée à l'Institut de Formation des Maîtres de Nouvelle Calédonie (IFMNC) et à l'Ecole Normale des Enseignements Privés (ENEP) n'aura pas lieu.

Les conséquences directes de cette annonce sont la fermeture programmée en 2019 de nos deux instituts, public et privé, de formation des enseignants du premier degré, mais également de la voie d'accès au métier des instituteurs remplaçants concernés par ce concours spécial. Cette particularité calédonienne liée au rééquilibrage inscrit dans l'Accord de Nouméa disparaît aussi, sans qu'aucune autre solution ne soit proposée.

L'École Supérieure du Professorat et de l'Éducation (ESPE) de l'Université de Nouvelle-Calédonie sera désormais la voie unique d'accès aux métiers de l'enseignement du pays, les maquettes de ces formations sont prêtes de longue date, sur un parfait « copier-coller » du modèle métropolitain pour le bienfait



Source SCUN2017

de nos enfants, avec il faut le souligner un coût en moins pour la France, Il n'y a pas besoin d'être indépendant pour que les ressources financières soient retirées, c'est « celui qui paye qui commande ».

Nos hommes et femmes politiques, qui dénoncent combattent mais surtout instrumentalisent la délinquance et l'insécurité générées par les jeunes kanak principalement, me semblent bien silencieux sur notre école calédonienne dont le coût global au vu de ses résultats est **un scandale inacceptable** selon M. Dassonville, ancien Haut-Commissaire membre de la mission d'expert sur les compétences régaliennes : cette école n'aurait donc aucune responsabilité sur le parcours de cette part importante de notre jeunesse?

Nos élus indépendantistes ont toujours défendu cette spécificité calédonienne dans la République Française, qu'en sera-t-il après le remue-ménage en cours au Congrès et au Gouvernement?

Comité spécial de décolonisation de l'ONU

New York le 22 juin 2017

Le comité spécial de la décolonisation (C 24) considère indispensable l'établissement de listes électorales crédibles et transparentes en Nouvelle-Calédonie.

Le C 24 a appelé aujourd'hui l'Assemblée générale de l'ONU à considérer que l'établissement en Nouvelle Calédonie de listes électorales « justes, régulières, crédibles et transparentes » comme

prévu par l'Accord de Nouméa est indispensable à la réalisation, en 2018, « d'un acte libre, équitable et authentique d'autodétermination ».

Après 165 ans de colonisation française « La Nouvelle-Calédonie se trouve dans une phase critique » a déclaré le représentant de la PNG (Papouasie Nouvelle Guinée) évoquant le référendum historique de novembre 2018, à l'instar de son

homologue de Sierra Leone, préoccupé du fait que plus de 20 000 kanaks seraient exclus de la liste électorale référendaire remettant en cause la crédibilité du processus et l'acceptation des résultats, le comité demande également à l'Assemblée générale la tenue d'une visite du comité spécial pour montrer au peuple kanak son plein appui dans cette étape importante.

ENVIRONNEMENT

Les journées vertes de l'AJKM

L'association **Jeunesse-Kanaky-Monde** regroupe l'ensemble des jeunes militants de l'Union Calédonienne. Lors de son carrefour pays en octobre 2016 à la tribu de ATHA à NENGONE, l'association a voté une motion environnement.

L'ensemble des sections de jeunes AJKM s'attache à organiser leur journée verte tout au long de l'année.

La section de jeunes du Mont-Dore a débuté le travail en organisant une journée ramassage déchets et plantation de mangrove en collaboration avec SOS Mangrove.



La section de jeunes de Yaté a aussi organisé une journée ramassage déchets et

celle de Canala l'a fait en collaboration avec l'ISD écrire en entier. Chaque section de jeunes est libre d'organiser leur journée verte comme elle le souhaite.

L'objectif étant de démontrer que pour lutter (avant de lutter) pour KANAKY, il faut (d'abord) prendre soins de notre terre, de notre pays.

Nous devons être respectueux et montrer que l'AJKM est responsable. Nos jeunes prennent soin de leur pays.

Souhaitons ainsi une bonne continuation pour ces jeunes militants soucieux de leur KANAKY.

BULLETIN D'ABONNEMENT LA VOIX DE Kanaky

Je vous communique mes coordonnées :

Prénom, NOM

Adresse

Tél.

Email

Date

Signature

OUI, je souhaite m'abonner à la Voix de Kanaky

- ☐ 1 an (6 numéros) soit 1000 cfp
- ☐ 1 an abonnement de soutien (6 numéros) à partir de 3000 cfp ou 30 euros
- ☐ Si chèque en euro, 1 an (6 numéros) : 30 euros

A renvoyer accompagné de votre règlement à :
12 bis, rue Mangin - 98800 NOUMEA - NOUVELLE-CALÉDONIE
Banque : SGC - Compte : 18319 06711 43116927013 46
IBAN FR76 1831 9067 1143 1169 2701 346
à l'ordre de « L'ELAN des CONQUES »